

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE promulgue la loi dont la teneur suit :

Article 1.— Est ratifiée l'ordonnance n° 2018-435 du 3 mai 2018 modifiant l'article 181 du Code de procédure civile, commerciale et administrative.

Art. 2.— La présente loi sera publiée au *Journal officiel* de la République de Côte d'Ivoire et exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Abidjan, le 30 novembre 2018.

Alassane OUATTARA.

LOI n° 2018-899 du 30 novembre 2018 portant ratification de l'ordonnance n° 2018-436 du 3 mai 2018 portant prorogation du mandat de membres de la Haute Autorité pour la Bonne Gouvernance autres que le Président.

L'ASSEMBLEE NATIONALE a adopté,

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE promulgue la loi dont la teneur suit :

Article 1.— Est ratifiée l'ordonnance n° 2018-436 du 3 mai 2018 portant prorogation du mandat de membres de la Haute Autorité pour la Bonne Gouvernance autres que le Président.

Art. 2.— La présente loi sera publiée au *Journal officiel* de la République de Côte d'Ivoire et exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Abidjan, le 30 novembre 2018.

Alassane OUATTARA.

LOI n° 2018-900 du 30 novembre 2018 portant création, attributions, organisation et fonctionnement du Conseil national des Droits de l'Homme (CNDH).

L'ASSEMBLEE NATIONALE a adopté,

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE promulgue la loi dont la teneur suit :

CHAPITRE 1

Dispositions générales

Article 1.— Il est créé une autorité administrative indépendante dotée de la personnalité morale et de l'autonomie financière dénommée Conseil national des Droits de l'Homme, en abrégé CNDH.

Le CNDH a son siège à Abidjan. Ce siège peut être transféré en tout autre lieu du territoire national sur décision de l'Assemblée générale.

CHAPITRE 2

Attributions

Art. 2.— Le CNDH, en matière de promotion, de protection et de défense des droits de l'Homme, exerce des fonctions de conseil, mène des consultations, conduit des missions d'évaluation et fait des propositions.

A ce titre, il est chargé notamment :

— de fournir, à titre consultatif, au Gouvernement, au Parlement et à tout autre organe compétent, soit à leur demande, soit en usant de sa faculté d'auto-saisine, des avis, recommandations,

propositions et rapports concernant toutes questions relatives à la protection et à la promotion des droits de l'Homme.

— de dresser rapport, en tant que de besoin, de la situation des droits de l'Homme sur le territoire national ;

— d'encourager à la ratification des instruments internationaux relatifs aux droits de l'Homme ou à l'adhésion à ces textes, ainsi qu'à leur mise en œuvre effective au plan national ;

— de promouvoir la législation nationale et de veiller à son harmonisation avec les normes internationales ;

— de recevoir les plaintes et dénonciations portant sur les cas de violations des droits de l'Homme ;

— de procéder à des enquêtes non judiciaires, de mener toutes investigations nécessaires sur les plaintes et dénonciations dont il est saisi et d'établir un rapport contenant les mesures qu'il propose au Gouvernement ;

— d'interpeller toute autorité ou tout détenteur d'un pouvoir de coercition sur les violations des droits de l'Homme dans les domaines qui le concernent et de proposer les mesures tendant à y mettre fin ;

— d'émettre des avis sur toutes les questions relatives à la promotion, à la protection et à la défense des droits de l'Homme ;

— de recevoir les lois relatives aux libertés publiques avant leur publication en vue de les diffuser auprès des organisations de défense des droits de l'Homme ;

— de procéder à la visite des lieux de détention afin notamment de prévenir la commission d'actes de torture, les traitements cruels, inhumains ou dégradants et de renforcer la protection contre de tels actes ;

— de contribuer à l'élaboration des rapports prescrits par les instruments juridiques internationaux auxquels la Côte d'Ivoire est partie ;

— d'entretenir, dans le cadre de sa mission, des rapports avec les institutions et organisations nationales et internationales intervenant dans le domaine des droits de l'Homme, conformément à la législation en vigueur ;

— d'analyser toute question relative à la promotion et à la protection des droits de l'Homme ;

— de contribuer à la protection des défenseurs des droits de l'Homme.

Les différents rapports élaborés par le CNDH peuvent être rendus publics.

Art. 3.— Le CNDH élabore un rapport annuel sur l'état des droits de l'Homme et un rapport d'activités présentés au Président de la République, au Président de l'Assemblée nationale et au Président du Sénat.

Les présentations à l'Assemblée nationale et au Sénat donnent lieu à débats.

Ces rapports sont rendus publics.

Art. 4.— Dans l'exercice de ses attributions, le CNDH a accès à toutes les sources d'informations nécessaires à l'accomplissement de ses missions.

En cas de saisine, le CNDH peut procéder à toutes mesures d'instruction, notamment entendre tout expert ou sachant, et se faire communiquer tout document utile.

Les autorités administratives, les fonctionnaires et agents des administrations, des services publics ou du secteur privé sont tenus de fournir au CNDH tous les renseignements et de lui communiquer tous les documents ayant un lien avec l'objet de la saisine.

CHAPITRE 3 *Composition*

Art. 5.— Le CNDH est composé de personnalités issues de structures associatives, socioprofessionnelles et d'experts.

Section I La Commission centrale

Art. 6.— La Commission centrale est composée de douze membres issus des structures associatives, socioprofessionnelles et d'experts désignés ci-après :

- une personnalité issue des organisations non gouvernementales, reconnue pour ses compétences en matière de promotion et de protection des droits de l'Homme ;

- une personnalité issue des organisations non gouvernementales, reconnue pour ses compétences en matière de promotion et de protection des droits de la femme ;

- une personnalité issue des organisations non gouvernementales, reconnue pour ses compétences en matière de promotion et de protection des droits des enfants ;

- une personnalité issue des organisations non gouvernementales, reconnue pour ses compétences en matière de promotion et de protection des droits des personnes handicapées ;

- une personnalité issue du monde du Travail ;

- deux personnalités reconnues pour leurs compétences en matière de promotion et de protection des droits de l'Homme, experts ;

- une personnalité issue des organisations professionnelles des médias ;

- un magistrat ;

- un avocat ;

- un médecin ;

- un psychologue.

Ils ont tous voix délibérative.

Art. 7.— Ces personnalités sont désignées suivant des modalités déterminées par décret pris en Conseil des ministres.

Les membres de la Commission centrale ainsi désignés sont nommés, *ès qualité*, par décret pris en Conseil des ministres pour un mandat de six ans non renouvelable.

Section 2

Les Commissions régionales

Art. 8.— Le CNDH dispose de Commissions régionales.

Les Commissions régionales sont des unités opérationnelles du CNDH.

Les Commissions régionales sont dirigées par des présidents. Ils sont choisis parmi les personnalités qualifiées ou les acteurs associatifs régionaux.

Les membres des Commissions régionales sont nommés par le président du CNDH, après délibération de la Commission centrale, au vu des candidatures que le président de la Commission régionale lui soumet.

Le règlement intérieur du CNDH fixe les modalités de composition des Commissions régionales, le nombre de leurs membres, leurs attributions, leur organisation et les modalités de leur fonctionnement.

Section 3

Régime applicable aux membres du CNDH

Art. 9.— Peuvent être membres du CNDH, les personnes qui remplissent les conditions suivantes :

- être de nationalité ivoirienne ;

- être majeur ;

- savoir lire et écrire ;

- jouir de ses droits civiques ;

- n'avoir jamais été condamné pour des actes constitutifs de violations des droits de l'Homme ou du Droit international humanitaire ;

- avoir des compétences dans le domaine des droits de l'Homme ou faire preuve de son intérêt pour la promotion et la défense des droits de l'Homme.

Art. 10.— Les membres du CNDH sont tenus au secret des délibérations, même après cessation de leurs fonctions.

Art. 11.— Aucun membre du CNDH ne peut être recherché, poursuivi, arrêté, détenu ou jugé pour les opinions ou votes émis dans l'exercice de ses fonctions.

Art. 12.— Indépendamment des sanctions pénales prévues par la législation en vigueur, il est interdit, sous peine de révocation, à tout membre du CNDH d'user de sa qualité pour d'autres motifs que l'exercice de sa mission, de violer le secret des délibérations et de communiquer les documents établis et ceux qui lui sont remis pour faciliter sa mission.

La révocation est engagée à la demande du président du CNDH ou d'un des membres de la Commission centrale si le mis en cause est le président. Elle est obtenue à la majorité relative des membres de la Commission centrale réunie en assemblée générale extraordinaire.

La Commission centrale ne peut valablement statuer que si au moins deux tiers des membres sont présents. Si le quorum n'est pas atteint, une seconde réunion est convoquée sous quinzaine au cours de laquelle la Commission centrale statue quel que soit le nombre des membres présents.

CHAPITRE 4

Organisation

Art. 13.— Les organes du CNDH sont :

- l'assemblée générale ;
- le bureau exécutif ;
- le secrétariat général.

Art. 14.— L'Assemblée générale est l'organe délibérant. Elle comprend tous les membres de la Commission centrale du CNDH.

Art. 15.— Le bureau exécutif est l'organe d'exécution des décisions du CNDH. Il comprend :

- un président ;
- un vice-président ;
- un secrétaire exécutif.

La composition du bureau exécutif tient compte du genre.

Art. 16.— Le président du CNDH est élu pour une durée de six ans non renouvelable par les membres de la Commission centrale.

Il préside le bureau exécutif et l'assemblée générale.

Il doit être une personnalité reconnue pour sa respectabilité, sa probité et son impartialité.

Art. 17.— Le vice-président et le secrétaire exécutif sont élus pour une durée de six ans non renouvelable par les membres de la Commission centrale.

Art. 18.— Les élections du bureau exécutif se déroulent au scrutin uninominal majoritaire à deux tours.

L'élection est acquise au premier tour à la majorité absolue des suffrages exprimés.

Si celle-ci n'est pas obtenue, il est procédé à un second tour. Dans ce cas, l'élection est acquise à la majorité relative.

Les élections des membres du bureau exécutif sont constatées par un procès-verbal.

Art. 19.— En cas de vacance d'un poste du bureau exécutif par décès, démission ou empêchement absolu d'un membre, il est pourvu à son remplacement dans un délai de trois mois dans les conditions et modalités prévues par les dispositions de la présente loi. Le nouveau membre achève le mandat en cours.

L'empêchement absolu du président est constaté dans un délai de huit jours par la Commission centrale, saisie à cette fin, sur requête du vice-président ou du tiers des membres de la Commission centrale.

L'empêchement absolu de l'un des membres du bureau exécutif, autre que le président, est constaté dans un délai de trente jours par la Commission centrale, saisie à cette fin, sur requête du président ou du tiers des membres de la Commission centrale.

L'empêchement absolu de l'un des membres de la Commission centrale, autre que ceux du bureau exécutif, est constaté dans un délai de trente jours par la Commission centrale, saisie à cette fin, sur requête du président ou du tiers des membres de la Commission centrale. Il est pourvu à son remplacement dans un délai

de trois mois dans les conditions et modalités prévues par les dispositions pertinentes de la présente loi.

Art. 20.— L'intérim du président est assuré par le vice-président.

Art. 21.— Les fonctions de membres du bureau exécutif du CNDH sont incompatibles avec tout emploi public ou privé rémunéré.

Art. 22.— Les traitements, indemnités et avantages en nature dont bénéficient les membres du Bureau exécutif du CNDH sont déterminés par décret.

CHAPITRE 5

Fonctionnement

Art. 23.— L'assemblée générale est l'organe de décision du CNDH.

Elle délibère notamment sur le programme des activités, procède à l'élection des membres du bureau exécutif, approuve le règlement intérieur, le manuel de traitement des requêtes et le projet de budget du CNDH.

Elle délibère obligatoirement sur toutes les questions relevant des attributions du CNDH.

Art. 24.— L'assemblée générale se réunit chaque fois que de besoin, sur convocation du bureau exécutif ou à la demande du tiers de ses membres, sans que le nombre total des réunions n'exécède douze par an.

Les décisions de l'assemblée générale sont prises par consensus ou par vote. Le vote est acquis à la majorité des membres.

Art. 25.— Le bureau exécutif est l'organe d'exécution du CNDH.

A ce titre, il est chargé de :

- convoquer les réunions de l'assemblée générale et d'en diriger les travaux ;
- représenter, à travers son Président, le CNDH dans tous les actes de la vie civile et publique ;
- réaliser toutes les tâches d'ordre administratif, technique et organisationnel relevant des attributions du CNDH ;
- proposer le budget du CNDH à l'assemblée générale.

Le bureau exécutif est dirigé par le président, qui est le chef de l'Administration du CNDH.

Les attributions des membres du bureau exécutif du CNDH sont déterminées par le règlement intérieur du CNDH.

Art. 26.— Le CNDH est doté d'un secrétariat général dirigé par un secrétaire général nommé par décret pris en Conseil des ministres, sur proposition du président.

Il a rang de directeur général d'administration centrale.

L'organisation, les attributions et le fonctionnement du secrétariat général sont déterminés par le règlement intérieur.

Art. 27.— Les traitements, indemnités et avantages en nature dont bénéficie le secrétaire général du CNDH sont déterminés par décret.

CHAPITRE 6

Saisine et procédure

Section 1

Saisine

Art. 28.— Le CNDH peut être saisi par la victime ou toute autre personne physique ou morale.

Le CNDH, à la demande de son président ou de l'un de ses membres, peut se saisir d'office des cas de violation des droits de l'Homme.

La procédure de l'auto-saisine est précisée par le règlement intérieur du CNDH.

Art. 29.— La requête doit préciser l'identité et l'adresse de son auteur. Elle peut être écrite ou verbale.

Lorsqu'elle est écrite, elle doit être signée. En cas de requête verbale, il est procédé comme en matière d'auto-saisine.

La Commission centrale préserve l'anonymat du requérant à la demande de celui-ci ou si elle le juge nécessaire.

Section 2

Procédure

Art. 30.— La procédure devant le CNDH est déterminée par un manuel de traitement des requêtes.

CHAPITRE 7

Régime financier

Art. 31.— Les membres du CNDH, autres que ceux du bureau exécutif, bénéficient d'une indemnité de session dont le montant est fixé par arrêté conjoint du ministre chargé des Droits de l'Homme et du ministre chargé de l'Economie et des Finances.

Art. 32.— Le président du CNDH exerce les fonctions d'ordonnateur dans les conditions déterminées par les règles de la comptabilité publique.

Art. 33.— Les ressources du CNDH proviennent d'une ligne inscrite spécialement au budget de l'Etat ainsi que des dons, legs, et subventions qu'il peut recevoir des personnes physiques ou morales nationales ou étrangères conformément aux règles de la comptabilité publique.

Art. 34.— Les propositions de budget du CNDH sont soumises par le bureau exécutif à l'assemblée générale avant sa transmission au ministre chargé du Budget en vue de son inscription au budget de l'Etat.

Art. 35.— Les fonds du CNDH sont des deniers publics, gérés conformément aux règles de la comptabilité publique.

Art. 36.— Le contrôle *a posteriori* des comptes et de la gestion du CNDH est exercé par la Cour des Comptes.

CHAPITRE 8

Dispositions diverses, transitoires et finales

Section 1

Dispositions diverses

Art. 37.— Les locaux du CNDH sont inviolables. Il ne peut y être effectué de perquisition qu'après information du président du CNDH, sauf en cas de flagrant délit.

Dans tous les cas, la perquisition doit se faire en présence d'au moins un membre du bureau exécutif.

Art. 38.— Pour son fonctionnement, le CNDH peut demander le détachement de certains fonctionnaires ou agents de l'Etat.

Il peut également, par contrat, recruter le personnel nécessaire à l'accomplissement de ses missions.

Art. 39.— Le CNDH élabore son règlement intérieur conformément à la présente loi.

Le règlement intérieur du CNDH est soumis à l'avis du Conseil d'Etat.

Section 2

Dispositions transitoires

Art. 40.— Les membres du Conseil national des Droits de l'Homme de Côte d'Ivoire (CNDHCI), nommés sous l'empire de la loi n° 2012-1132 du 13 décembre 2012, restent en fonction jusqu'au terme de leur mandat.

Section 3

Dispositions finales

Art. 41.— La présente loi abroge les dispositions de la loi n° 2012-1132 du 13 décembre 2012.

Art. 42.— La présente loi sera publiée au *Journal officiel* de la République de Côte d'Ivoire et exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Abidjan, le 30 novembre 2018.

Alassane OUATTARA.

**MINISTRE DE L'ECONOMIE
ET DES FINANCES**

ARRETE n° 310/MEF/DGTCP/IGT du 5 novembre 2018 portant remboursement de cautionnement de M. TOHINHIDE, ex-régisseur de Recettes auprès de la formation sanitaire de Koumassi

LE MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES,

Vu la Constitution ;

Vu la loi organique n° 2014 -336 du 5 juin 2014 relative aux lois de finances ;

Vu le décret n° 64 -161 du 16 avril 1964 portant réglementation en ce qui concerne la réception et le remboursement des consignations, cautionnements et dépôts légaux administratifs et judiciaires ;

Vu le décret n° 64-240 du 26 juin 1964 portant réglementation en matière de responsabilité et de débits des comptables publics et les textes qui l'ont modifié ;